

Dossier d'autorisation d'urbanisme

08525923H0001

Saint-Paul-En-Pareds - Vendée

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

26/01/2024

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 30/07/2026 à 20:06 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	08525923H0001
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	CAVAC
SIREN / SIRET	775714991 / 77571499100277

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2023
Autorisation	26/01/2024
Décision	26/01/2024
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2024-01
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	202401

Localisation

Adresse	RUE YVES RAMOZ SAINT-PAUL-EN-PAREDS 85500
Commune	Saint-Paul-En-Pareds (85259)
Département	Vendée (85)
Région	Pays de la Loire (52)
Code postal	85500
Parcelles cadastrales	A 273

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:00
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
CAVAC (CAVAC)	775714991	Société du permis
CONFEDERATION COOP AGRICOLES DE L'OUEST (CCAOF)	307918979	Commissaire aux comptes titulaire
FEDERATION NATIONALE DE REVISION DES COOPERATIVES AGRICOLES (FNR - REVICOOP)	480362987	Société liée
SAS MALEVAUT NAUD	348957226	Commissaire aux comptes suppléant
FLORENCE VIOLLEAU (LELONG-CHABASSIERE)	-	Directeur Général
SEBASTIEN ROBERT LUCIEN BOERLEN	-	Président de SAS
STE D'EXPERTISE COMPTABLE MALEVAUT NAUD ET ASSOCIES	330255365	Commissaire aux comptes titulaire
CDC (CDC)	380314815	Commissaire aux comptes titulaire
JEAN-LOUIS GOUTTENEGRE	-	Commissaire aux comptes suppléant
MATHIEU STENGER	-	Directeur Général
VINCENT VAUTIER	-	Président de SAS
SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ATLANTIQUE (SECDA)	301943106	Commissaire aux comptes suppléant
MANUEL JEAN-LOUIS HENRI GREAU	-	Administrateur
EMMANUEL VIDAL	-	Commissaire aux comptes suppléant
CHRISTOPHE DUNOYER	-	Commissaire aux comptes titulaire
MATHIEU ALFRED STENGER	-	Directeur général délégué
VINCENT MAURICE PHILIPPE VAUTIER	-	Président du conseil d'administration, Administrateur
FLORENCE VIOLLEAU (LELONG-CHABASSIERE)	-	Directeur Général
SEBASTIEN ROBERT LUCIEN BOERLEN	-	Directeur Général
XAVIER GUILLAUME PINEAUD	-	Président de SAS
JEAN-LUC CAQUINEAU	-	Administrateur
JULIEN VOEGELIN	-	Administrateur
MICKAEL BAZANTAY	-	Administrateur
OLIVIER JOREAU	-	Directeur Général
FRANCK BLUTEAU	-	Président du conseil d'administration
JEAN-HENRI BRUNELEAU	-	Secrétaire
DIDIER PLAIRE	-	Trésorier
DAMIEN MARTINEAU	-	Vice-Président
JEROME CALLEAU	-	Vice-Président

MIKAËL FUZEAU	-	Vice-Président
NICOLAS DANIEAU	-	Vice-Président

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.